

Sommaire

Fonctionnaires

Les Universités paralysées par une grève des Enseignants

Le Nouveau Courrier - mercredi 11 mars 2020

Société

Une trentaine d'étudiants épinglés pour usage de faux

Le Rassemblement - mercredi 11 mars 2020

Politique

L'UE annonce un appui financier de 3 milliards F Cfa

Le Jour Plus - mercredi 11 mars 2020

Le Rhdp engagé à assurer la relève

Fraternité Matin - mercredi 11 mars 2020

Le PDCI renvoie Sidiki Diakitè vers la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples

Le Sursaut - mercredi 11 mars 2020

Bédié invite les jeunes à investir le terrain pendant la présidentielle

Aujourd'hui - mercredi 11 mars 2020



Mardi 10 mars 2020, premier jour de la grève de la Coordination nationale des enseignants et chercheurs de Côte d'Ivoire (CNEC) pour dénoncer le refus arbitraire de signature des dossiers de CAMES.

Les Universités paralysées par une grève des Enseignants



Mardi 10 mars 2020, premier jour de la grève de la Coordination nationale des enseignants et chercheurs de Côte d'Ivoire (CNEC) pour dénoncer le refus arbitraire de signature des dossiers de CAMES. Il est 11 h, lorsque nous arrivons à l'université Félix Houphouët-Boigny. L'ambiance est quasiment la même que les autres jours. Sous les préaux, non loin du restaurant "Baongo" en groupe, les étudiants en année de recherche échangent sur des sujets de recherche. Plus loin, des étudiants en physique-chimie préparent également leur composition. Le temple du savoir vadrouille d'étudiants qui vont et viennent. D'autres disent être venus pour remplir des formalités administratives, tandis d'autres sont venus au cours. Mais parmi certains ont eu cours pendant que d'autres n'en n'ont pas eu par faute d'enseignants. Les étudiants des départements d'anglais, de mathématique de géographie ont pu bénéficier de cours hier matin. Cependant, dans les départements de sciences du langage et autres les enseignants-chercheurs ont brillé de par leur absence. Rencontré au siège de son organisation, Johnson Kouassi Zamina le secrétaire général de la CNEC a révélé que le mouvement de grève est bien suivi à l'intérieur dans les universités Alassane Ouattara de Bouaké, Gbon de Korhogo, ainsi que dans les universités de Daloa, et de Man. La grève de la CNEC qui prend fin demain 12 mars vise à dénoncer également les mauvaises orientations et mauvais traitements des réclamations des bacheliers 2019 et enfin la violation des textes législatifs et réglementaires, des libertés syndicales dans les Universités, centres de recherches, Grandes écoles et Instituts.

JM AKA

Infas / La directrice de l'Institut national de la formation des agents de santé (INFAS), Pr Mélanie N'Dhatz, a fait savoir qu'une trentaine d'étudiants admis à différents concours de l'établissement sanitaire ont été épinglés dans une affaire d'usage de faux documents administratifs.

Une trentaine d'étudiants épinglés pour usage de faux



La directrice de l'Institut national de la formation des agents de santé (INFAS), Pr Mélanie N'Dhatz, a fait savoir qu'une trentaine d'étudiants admis à différents concours de l'établissement sanitaire ont été épinglés dans une affaire d'usage de faux documents administratifs.

Depuis le début du mois de mars, l'atmosphère est un peu tendue à l'Institut national de la formation des agents de santé (INFAS) où 32 étudiants admis à différents concours ont été épinglés dans une affaire d'usage de faux documents administratifs. C'est la Directrice générale dudit établissement sanitaire, Prof Mélanie N'Dhatz, qui l'a fait savoir, le 3 mars 2020 à travers un communiqué, aux sous-directeurs et chefs d'antennes de l'institut. "À l'issue de l'authentification du Baccalauréat des candidats admissibles aux concours directs 2019, nous venons, par la présente, vous informer que parmi eux trente-deux (32) ne sont pas autorisés à suivre les cours pour fraude et présentation de faux documents (non titulaires du Baccalauréat)", est-il indiqué dans la note. Par conséquent, la Dg a exhorté ces derniers à veiller au grain pour que les étudiants faussaires ne fassent plus partie des effectifs de l'INFAS.

AUDREY BONI

Processus électoral en Côte d'Ivoire

L'UE annonce un appui financier de 3 milliards F Cfa

Organisation des élections de 2020
L'Union européenne apporte un appui de 3 milliards à la Côte d'Ivoire

L'ambassadeur de l'Union Européenne en Côte d'Ivoire, Jobst Von Kirchmann, a annoncé, hier mardi, un appui financier de trois milliards F Cfa de son institution pour soutenir le processus électoral en Côte d'Ivoire. Il a fait cette déclaration, lors du press club organisé par l'Union des journalistes de Côte d'Ivoire à la maison de la Presse, sur le thème "élection présidentielle apaisée en Côte d'Ivoire : la contribution de l'UE". Le budget de l'État ivoirien prévu pour les futures échéances électorales ivoiriennes s'élève à concurrence de 75 milliards F Cfa en 2020 et 12,9 milliards F Cfa en 2021, soit un total de 87, 9 milliards F CFA, rappelle-t-on. Lors de cette rencontre l'ambassadeur, Jobst Von Kirchmann, a réitéré la volonté de son institution d'accompagner les acteurs politiques et la société civile ivoirienne par un dialogue permanent, une approche participative et des rencontres régulières avec ceux-ci pour une mise en œuvre efficiente du processus électoral, en sa qualité de « partenaire ». Pour l'ambassadeur européen, son institution n'est pas « une cour suprême » à charge de juger du processus électoral et de son évolution. "Je ne suis pas la cour suprême, je suis ambassadeur. Je ne peux pas juger", a insisté le diplomate européen. Évoquant la décision du Président Alassane Ouattara de ne pas briguer un troisième mandat, l'Ambassadeur a salué un acte démocratique. « C'est comme prendre un bol d'air appréciable. C'est un acte démocratique », a-t-il déclaré.

A. AKA



Non à la candidature de Ouattara à la présidentielle 2020

Le Rhdp engagé à assurer la relève



Le directeur exécutif du Rhdp, Adama Bictogo, encadré par Anne Désirée Ouloto et Danho Paulin, a rendu hommage au Président de la République.

Les coordonnateurs régionaux sont la colonne vertébrale de notre parti. Ils sont les premiers avec qui nous devons partager ces nouveaux défis », a-t-il expliqué. Adama Bictogo a tenu à préciser que le Chef de l'État ne remplira pas, mais il reste le président de leur parti. « Il est encore là pour nous et pour tous les Ivoiriens », a-t-il insisté. Et d'ajouter que la séance de travail a servi de cadre pour préparer la rencontre de demain où Alassane Ouattara s'exprimera devant l'ensemble des instances du Rhdp et surtout tracera les sillons de l'avenir.

KANATE MAMADOU

Les coordonnateurs régionaux du Rhdp, à l'invitation d'Adama Bictogo, se sont retrouvés hier pour apprécier le discours prononcé par le Chef de l'État à Yamoussoukro et préparer la rencontre de demain au cours de laquelle Alassane Ouattara s'adressera aux instances du parti. Le directeur exécutif du Rhdp, Adama Bictogo, promet que son parti politique sera à la hauteur des challenges à venir. Hier, à la rue Lepic, à Cocody, lors d'une rencontre avec les coordonnateurs régionaux de la formation politique des Houphouëtistes, il s'est voulu rassurant. Il a soutenu que la décision du Chef de l'État de ne pas briguer un 3e mandat a été certes un coup dur pour eux, mais elle n'annihile point leur volonté de s'organiser pour gagner le scrutin. Adama Bictogo a dit comprendre la manifestation des femmes d'Abobo qui ont marché pour demander au Président Alassane Ouattara de revenir sur sa décision. « Émotionnellement, cette décision est difficile pour nous tous. C'est un grand type. Il est aujourd'hui non seulement notre poteau indicateur, mais aussi notre refuge. Il a été, pendant toutes ces années, le condensé de nos espoirs, de nos doutes, de nos peines et de nos joies », a-t-il reconnu. Puis le directeur exécutif de rassurer les uns et les autres : « Nous sommes des hommes de devoir. Il a su constituer autour de lui une équipe. C'est cette équipe qui va relever les défis avec un autre chef. Et le Rhdp continuera sous sa caution morale, sa clairvoyance ». Il a confié que la réunion d'hier consistait, d'une part, à analyser le discours historique fait par le Président devant les députés et les sénateurs à Yamoussoukro et, d'autre part, à évaluer la dynamique de l'organisation et l'implantation du Rhdp. « Après le discours historique de notre président, nous avons voulu nous rencontrer aujourd'hui pour exprimer notre fierté. Mais surtout s'organiser pour dire que nous avons un devoir de reconnaissance envers ce grand homme. Ce grand Président. Et nous préparer pour les échéances électorales à venir. Parce que la seule reconnaissance qui vaille pour le Président de la République, c'est que le Rhdp gagne l'élection d'octobre.

Le PdcI-rda a donné suite à la correspondance du ministère de l'Intérieur concernant la désignation d'une personnalité par le PdcI-rda devant siéger à la Commission électorale indépendante (CEI). Voici la teneur !

Le PDCI renvoie Sidiki Diakité vers la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples



Objet : votre correspondance N°0433/MATED/CAB

Monsieur le ministre, La Direction du PDCI-RDA accuse réception de cette correspondance référencée N°0433/MATED/CAB datée du 06 mars 2020 par laquelle vous l'invitez à désigner une personnalité pour siéger à la Commission Centrale et dans les commissions locales de la Commission Électorale, suite à une ordonnance modificative de la loi portant recomposition de l'organe électoral. Le PDCI-RDA a constamment indiqué que la loi telle qu'adoptée et la Commission Électorale telle qu'installée était impropre à satisfaire aux exigences de l'arrêt de la Cour Africaine des Droits de l'homme et des peuples du 18 novembre 2016. Il ne s'agissait pas seulement d'obtenir une place au sein dudit organe mais d'en obtenir une réforme qui assure légalité de tous devant la loi et la libre participation des citoyens aux affaires publiques de leur pays. C'est pourquoi des personnalités du PDCI-RDA et d'autres responsables politiques ont saisi la Cour Africaine des Droits de l'homme et des peuples pour voir et entendre censurer cette loi. Et l'affaire sera utilement évoquée à l'audience publique de cette Honorable Cour à la date du 12 mars 2020, comme vous le savez. Dans l'intervalle, la Cour nous a interrogé et vous également, sur un règlement à l'amiable, sous son égide, si elle venait à retenir sa compétence. Notre Parti qui reste attaché aux institutions nationales et internationales vous prie de bien vouloir réserver nos échanges à l'auguste institution devant laquelle nous comparâtrons. Je vous prie de croire, Monsieur le ministre, à l'assurance de ma haute considération.

P/ Le Président du PDCI-RDA P.O. Le Secrétaire Exécutif du PDCI-RDA Pr. Maurice KAKOU GUIKAHUE



A sept (7) mois de la prochaine élection présidentielle, Henri Konan Bédié qui recevait, lundi 9 mars, à son domicile abidjanais la plateforme pour l'engagement citoyen de la Côte d'Ivoire composée essentiellement de jeunes, a estimé qu'elle doit s'investir sur le terrain pour aider le PDCI à remporter le scrutin présidentiel d'octobre prochain.

Bédié invite les jeunes à investir le terrain pendant la présidentielle

A sept (7) mois de la prochaine élection présidentielle, Henri Konan Bédié qui recevait, lundi 9 mars, à son domicile abidjanais la plateforme pour l'engagement citoyen de la Côte d'Ivoire composée essentiellement de jeunes, a estimé qu'elle doit s'investir sur le terrain pour aider le PDCI à remporter le scrutin présidentiel d'octobre prochain. Se montrant satisfait de sa visite, le président du PDCI a affirmé que "le combat de ce mouvement s'inscrit dans l'établissement d'un état de droit pour que règnent la démocratie, l'égalité des chances, la justice et le renforcement d'une conscience de la jeunesse. Une jeunesse qui représente 70 % de la population ivoirienne", a affirmé le président du PDCI qui n'a donc pas boudé son plaisir. Ladite plateforme est dirigée par Rémi Yao Ebrin qui s'est dit honoré d'avoir été reçu avec son mouvement, lundi dernier, par le président du PDCI, monsieur Bédié avec qui il a décidé de poursuivre la marche pour la consolidation de la paix.